

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 25/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SFTS

Z.I. LES CHAUX
42450 SURY LE COMTAL

Références : UID4243-EAR-22-389

Code AIOT : 0006103509

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement SFTS implanté Z.I. LES CHAUX 42450 SURY LE COMTAL. L'inspection a été annoncée le 15/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite objet du présent rapport a été réalisée dans le cadre d'une action nationale portant sur le risque incendie des installations de traitement de surfaces.

La précédente inspection a été réalisée le 22 juillet 2021 et a fait l'objet d'un rapport transmis à l'exploitant le 31 août 2021. Quatre non-conformités avaient été relevées. Par courrier électronique du 23 novembre 2021, l'exploitant a fourni des éléments de réponse. L'inspection, objet du présent rapport, a été l'occasion d'examiner les suites engagées pour ces 4 non-conformités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SFTS
- Z.I. LES CHAUX 42450 SURY LE COMTAL
- Code AIOT : 0006103509
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SFTS est spécialisée dans le traitement de surfaces "à façon".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque incendie
- suites données à l'inspection de 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	10 mois
7	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
8	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Suites inspection 2021, tri 5 flux	Code de l'environnement du 16/07/2021, article D 543-284	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
3	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet
4	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
5	Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
10	Suites inspection 2021, gestion des déchets	Code de l'environnement du 17/12/2010, article L 541-2	/	Sans objet
11	Suites inspection 2021, Gerep	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Suites inspection 2021, Rejets aqueux	AP Complémentaire du 10/09/2019, article 5 et 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite, objet du présent rapport, a permis de relever des observations et non-conformités. Elles devront être prises en compte par l'exploitant, il devra apporter les éléments de réponses nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »
Constats : Les ateliers où sont implantées les lignes de traitement de surfaces sont équipées en partie haute de dispositifs de désenfumage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Commande automatique et manuelle Commande manuelle placées à proximité des accès
Constats : Les dispositifs de désenfumage sont : - à commande manuelle : système de treuil et levier de déclenchement, - et automatique : l'exploitant a indiqué qu'un matériaux fusible est présent au niveau de chaque trappe. Sous l'effet de la chaleur, la trappe s'ouvre automatiquement. Les commandes manuelles de ces dispositifs sont situées dans les allées, le long des chaînes de traitement. Non conformité : Les commandes des dispositifs de désenfumage ne sont pas situées à proximité des accès. L'exploitant transmettra à l'inspection, sous un délai de 6 mois : - des devis de mise en conformité des installations, - un plan d'actions visant à la mise en conformité accompagné d'un échéancier de réalisation des travaux. L'échéance proposée devra être argumentée, elle s'appuiera notamment sur les éventuelles difficultés techniques, les contraintes liées à la production, le coût des travaux et les capacités de l'entreprise à les financer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : L'exploitant a indiqué que les mises à la terre sont contrôlées une fois par an en même temps que le contrôle des installations électriques. Les installations disposant d'une alimentation électrique (moteurs des pompes, résistances de chauffage des bains, etc.) sont reliées à la terre. Il n'existe pas de cuve fixe de stockage de produits susceptible d'emmagasiner des charges électriques. La charpente des bâtiments est métallique, la visite des installations a permis de constater la présence de prises de terre au niveau de certains poteaux. L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des installations réalisé en 2022. Le document Q18 daté du 24 mars 2022 précise en conclusion que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : L'exploitant a indiqué que le système de chauffage des bains est asservi à un flotteur de niveau : une baisse du niveau entraîne un arrêt du système de régulation de température. Ces équipements sont testés une fois par an lors de la remise en service des installations après l'arrêt annuel du mois d'août. Au cours de la visite des installations, des test ponctuels ont été réalisés sur certains flotteurs : la simulation d'une baisse de niveau a permis de constater la présence d'un signal (affichage LCD ou témoin lumineux) au niveau de l'armoire électrique de commande de la ligne concernée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.
Constats : L'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2012 précise que le débit nécessaire pour assurer la défense incendie doit être déterminé en liaison avec le SDIS. Aucune échéance n'est fixée pour réaliser ce calcul. Par ailleurs, pour assurer la défense contre l'incendie, l'exploitant dispose : <ul style="list-style-type: none">- d'une détection incendie avec renvoi d'alarme,- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux. Il a également indiqué que 3 poteaux incendie situés dans la zone industrielle sont présents à proximité du site. Un document justifiant d'une mesure de débit des poteaux de la commune datant de 2006 a été présenté.
Observations : Sous un délai de 6 mois, en lien avec le SDIS 42, l'exploitant déterminera le débit d'eau nécessaire pour assurer la défense contre l'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : La détection incendie et les extincteurs sont vérifiés une fois par an. Non conformité : Les dispositifs de désenfumage n'ont pas fait l'objet de vérifications depuis 2018. Considérant les travaux nécessaires pour la mise en conformité des installations (cf point de contrôle n°2), une vérification du bon fonctionnement des installations doit être réalisée : <ul style="list-style-type: none">- dès les travaux de mise en conformité réalisés,- au plus tard avant fin août 2023 si les travaux de mise en conformité ne peuvent être réalisés avant cette échéance (impossibilité à justifier en lien avec le point de contrôle n°2).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 10 mois

N° 7 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué que la cour intérieure, aménagée en point bas, peut faire office de rétention pour la rétention des eaux d'incendie. La capacité de rétention calculée par l'exploitant est de 282 m³ (706 m², 40 cm de hauteur d'effluents).</p> <p>Toutefois, aucun dispositif permet d'obturer les réseaux, la mise en rétention des eaux d'extinction d'incendie ne peut pas être réalisée.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir engagé des démarches en 2015 pour la mise en place d'un ballon obturateur au niveau de la canalisation d'eaux pluviales reliant la cour intérieure à un fossé. Mais, selon l'exploitant, le fossé est constamment en charge et provoque des retours de sédiments et boues dans la canalisation : la mise en place d'un ballon obturateur n'a donc pas été réalisée car ce dispositif n'aurait pas pu fonctionner correctement.</p> <p>La visite des installations a permis de vérifier les déclarations de l'exploitant : le fossé est effectivement en charge, il ne lui appartient pas.</p> <p>Au cours de la visite, l'inspection a indiqué à l'exploitant que d'autres solutions techniques existent. L'exploitant a alors proposé la mise en place d'une vanne guillotine.</p> <p>Non conformité : Sous un délai de 6 mois, l'exploitant mettra en place un dispositif permettant d'assurer le confinement des eaux d'extinction d'incendie afin de respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. Un dispositif de type vanne guillotine correctement dimensionné pourra être recevable. L'exploitant veillera à l'éloigner au maximum des bâtiments afin de l'exposer au minimum aux flux thermiques émis en cas d'incendie, il devra pouvoir être accessible en toute circonstance.</p> <p>Observations : Sous un délai de 6 mois, dès que le volume d'eau nécessaire pour assurer la défense extérieure contre l'incendie aura été déterminée (cf observation du point de contrôle n°5), l'exploitant déterminera le volume des eaux d'extinction d'incendie à mettre en rétention. Ce calcul pourra être réalisé en tenant compte des dispositions mentionnées à l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées soumises à autorisation. L'instruction technique D9a accessible ici : https://www.cnpp.com/Groupe/Livres-blancs-et-guides/D9A-GUIDE-PRATIQUE-de-dimensionnement-des-retentions-des-eaux-d-extinction propose également une méthode de calcul.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : Non conformité : Absence d'organe de commande pour assurer le confinement des eaux d'extinction d'incendie (cf point de contrôle n°8).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Suites inspection 2021, tri 5 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D 543-284
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets, tri 5 flux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Inspection 2021, constat n°2, non conformité : Transmission de l'attestation pour les déchets évacués au titre de l'année 2020. Le modèle d'attestation est fixé par l'arrêté du 18/07/18 relatif à l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement.
Constats : Par courrier électronique du 23 novembre 2021, l'exploitant a transmis à l'inspection différentes attestations établies par les prestataires prenant en charge les déchets de l'entreprise (attestation listant les quantités totales de déchets résiduels et métalliques collectés, tickets de pesées de réception des boues d'hydroxydes métalliques, attestation listant les déchets reçus et comprenant principalement des déchets dangereux).
Non conformité : Les documents transmis ne répondent pas à la demande qui est spécifique aux déchets concernés par le tri 5 flux. L'attestation demandée dont le format est fixé par l'arrêté du 18 juillet 2018 doit être réclamée par l'exploitant auprès de son prestataire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Suites inspection 2021, gestion des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/12/2010, article L 541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Inspection 2021, constat n°3, non conformité : L'exploitant doit justifier l'organisation mise en place afin d'être en mesure de disposer sur site des éléments visés (CAP, récépissés de déclaration des transporteurs, justificatifs d'autorisation des destinataires finaux)
Constats : Par courrier électronique du 23 novembre 2021, l'exploitant a transmis à l'inspection des exemples de CAP et récépissés de déclaration de transporteur. Il a également indiqué avoir créé des dossiers spécifiques par prestataire pour archiver ces documents sur l'arborescence du système qualité ISO 14000. Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté cette nouvelle arborescence. Il a pu être constaté que l'exploitant dispose des récépissés de déclaration des transporteurs en cours de validité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Suites inspection 2021, Gerep

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions polluantes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Inspection 2021, constat n°4, non conformité : Intégrer l'ensemble des déchets dangereux produits au cours de l'année 2021 lors de la prochaine déclaration qui sera réalisée début 2022
Constats : La déclaration Gerep réalisé au printemps 2022 a intégré les différents déchets dangereux produits par l'entreprise au cours de l'année 2021, et pas uniquement les boues et gâteaux de filtration contenant des substances dangereuses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Suites inspection 2021, Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2019, article 5 et 6
Thème(s) : Risques chroniques, Etude milieu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Inspection 2021, constat n°5, non conformité : Transmission de l'étude milieu accompagnée d'une mise à jour de l'ETE du site et d'un positionnement vis-à-vis des MTD
Constats : Par courrier électronique du 23 novembre 2021, l'étude milieu a été fournie. Elle est en cours d'instruction par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet